



Activisme des groupes armés, Etat d'urgence, « cessez-le-feu » des Nations Unies et COVID-19 en RD Congo

Contexte

En République Démocratique du Congo, les groupes armés sont loin de voir les choses du même œil que le conseil de sécurité des Nations Unies. Malgré cette appel présent ; les groupes armés demeurent actifs. En effet, depuis la découverte au pays des premiers cas de la pandémie de coronavirus, les groupes armés se trouvant dans la partie Est de la RDC ont poursuivi des attaques tant contre les populations, entre eux-mêmes ainsi que entre eux et les Forces Armées de la RDC. Comme résultats, ces attaques ont provoqué plusieurs mouvements de populations, non accès aux activités de champs et du coup le coût de vie devient très cher car les populations rurales vivent exclusivement des produits champêtres. Ceci est observé dans plusieurs territoires du Nord et Sud-Kivu ainsi que dans la province d'Ituri.

D'après les représentants de nos clubs dans différents coins de l'Est contactés, voici comment se présente l'activisme de ces groupes armés dans nos différentes zones d'interventions.

1. Territoire de Rutshuru

A Rutshuru, depuis la proclamation de l'Etat d'urgence à la suite de la pandémie du covid-19, les groupes armés n'ont pas suspendu leurs activités. En dépit de la reddition aux FARDC, le 25 mars 2020, du chef d'un groupe armé Mai Mai parmi ceux qui opéraient dans le groupement Binza (Nyamilima) avec 112 de ses combattants, 3 groupes armés sont très actifs, il s'agit de FDLR dans le groupement de Binza, le NDC –R dans le groupement de Bwito il y a NDC –R ainsi que le Collectif de Mouvements pour le Changement/CMC.

Dans le Bwito, on enregistre de mouvements massifs de populations qui fuient les exactions des groupes armés et qui trouvent refuge à Bambo et à Kitshanga dans le territoire voisin de Masisi. De même, parmi les 3501 ménages déplacés recensés dans les villages de Kishishe, Kirima, Kibirizi et Bambu et Kabanda, on dénombre plusieurs dépendants des FDLR fuyant les affrontements entre les FARDC et FDLR le 10 mars 2020 à Kinundu en groupement Bishusha. Ils sont accueillis en familles, Ecoles et Eglises de ces villages. Les populations qui n'ont pas fui leurs villages ne peuvent pas vaquer librement à leurs activités de routine. Elles sont tout de même soumises au paiement des taxes instaurées par ces mouvements armés. Une unité spéciale des FARDC dont la composition n'est pas encore communiquée serait en opération contre les FDLR dans le Parc National de Virunga depuis deux semaines.

Le plus souvent, les affrontements opposent soit les groupes armés entre eux dans le but d'occuper plus d'espace, soit les combattants issus des groupes armés aux Forces Armées de la République. Dans des entités sous occupation, ces hommes armés pillent, tuent et enlèvent des paisibles citoyens en plus des taxes illégales auxquelles ils soumettent les populations sous occupation.

Contacts

Tél: +243 994 18 3663

info@aficareconciled.com, ardc1@gmail.com

www.aficareconciled.com



No future without UNITY AND RECONCILIATION Pas de futur sans l'Unité et la Réconciliation

L'attaque du vendredi 24 avril, qui a eu lieu à Rumangabo dans le territoire de Rutshuru et qui a coûté la vie à 17 personnes dont 13 gardes de Parc et 4 civils s'inscrit dans les attaques habituelles menées par ces groupes armés mais dont les auteurs restent non identifiés. Plusieurs blessés de cette attaque ont été admis dans un hôpital de la place.

2. Territoire de Beni :

Le territoire de Beni est la zone la plus meurtrie de la province du Nord-Kivu depuis l'année 2014. En effet, ce territoire est victime des attaques des combattants présumés ADF, dont les attaques ont fait jusque-là des milliers de civils et dont le mobile n'a jamais été connu.

Comparativement à la deuxième moitié de l'année 2019, en ce début de l'année, le territoire de Beni a enregistré une réduction d'incursions par les présumés ADF entre février-Avril 2020. En mars 2020, 11 civils ont été tués au cours de 3 incursions enregistrées durant le mois de mars, alors que 114 tueries avaient été enregistrées pour le mois de décembre 2019. De même, il s'est observé un retour progressif de personnes déplacées internes dans certaines parties du territoire. Les villages concernés par ce retour des populations sont Kamango, Mukakati, Katibombo, Mpoku, Bandiguya, Musu et Buisegha. Aussi, un autre mouvement a été observé dans la commune rurale de Mangina où est signalé le retour des personnes qui s'étaient réfugiés à Beni et ses environs en février 2020.

Toutefois, malgré cette accalmie relative, quelques incidents sporadiques sont toujours enregistrés. Le 23 mars 2020, des présumés ADF ont effectué une incursion aux villages Limbekwe et Mabatundu (situés à environ 52Km au nord-ouest de la ville de Beni, en groupement Batangi-Mbau). Des biens des habitants ont été pillés et 18 personnes déplacées retournées ont été enlevés. Craignant pour leur sécurité, environ 82 ménages de 342 personnes, qui courent plus de risques des violations à cause de leur expression en kinyarwanda, se sont déplacées vers les villages Ruya et Shonyi en localités Kyumba et Bukombo. Ils ont été accueillis certains dans les familles d'accueils et d'autres dans le site de Kanyatsi. Le 1er mars 2020, un notable résident avait été tué à Iyobora dans le groupement Kanyabayonga par des personnes en arme d'obédience hutu. Cet incident a créé un sentiment de vengeance des membres d'un autre groupe armé Nande-Hunde. Ainsi, plusieurs civils d'ethnie hutu ont été obligés de se déplacer vers les villages Mirangi et Kitibito et ceux des ethnies nande et hunde vers les villages Lusogha et Birundule. Il faut retenir que la cohabitation entre les communautés ethniques demeure fragile depuis le début des événements sanglants intercommunautaires.

3. Territoire de Masisi

Dans ce territoire, un nouveau groupe armé dénommé Indara aurait été créé entre les villages Kalengera et Kirumbu, en groupement Bashali Mokoto. Il est composé d'anciens éléments d'un groupe armé qui s'étaient rendus aux FARDC depuis le mois de mars 2019 et qui auraient rejoint leurs anciennes zones à cause d'un encadrement déficitaire dans le centre de démobilisation. Il a été signalé en outre, l'existence de quatre barrières payantes sur l'axe Mweso-Kalembe (distant de 15Km) érigées par les éléments d'un groupe armé. Des prélèvements obligatoires sur les denrées

Contacts

Tél: +243 994 18 3663 

info@aficareconciled.com, ardc1@gmail.com 

www.aficareconciled.com 



alimentaires y sont effectués. Les mouvements des habitants des villages Mweso et Kashuga vers le marché hebdomadaire de Kalembe, leur zone de ravitaillement en vivres, sont sensiblement réduits. Au cours de ce mois, plus de 30 incursions des groupes armés, accompagnées des pillages des biens des civiles, d'enlèvements, de viols, de coups et blessures volontaires, de meurtres ont été documentées au cours du seul mois de Mars 2020. Le groupement Bapfuna dans la zone de santé de Masisi a été le plus touché par ces incursions. Le 13 mars 2020, un groupe armé a fait une incursion dans le village Bonde à quelques kilomètres de Masisi Centre, plusieurs ménages résidents ainsi des personnes déplacés internes ont été pillés et 7 des femmes ont été violées. Le territoire de Masisi est à 85% concerné par ces exactions.

Ces attaques régulières constituent dans ces zones à la fois une préoccupation sécuritaire et sanitaire dans cette partie de la République Démocratique du Congo à laquelle le gouvernement nationale doit attacher une importance particulière durant cette période de l'urgence sanitaire mondiale, surtout durant cette période de la pandémie. En mars 2020, la situation de protection dans la Province du Nord-Kivu a été caractérisée par la réduction des tueries des civils par des présumés éléments de l'Alliance Democratic Forces (ADF) en territoire de Beni et la reddition du chef d'un groupe armé Mai-Mai en territoire de Rutshuru. Ces deux faits majeurs seraient le résultat des actions entreprises par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo, à savoir la poursuite des opérations militaires de grande envergure contre ces présumés ADF et l'appel à la reddition des groupes armés.

4. Territoires de Kabare et Kalehe :

A Katana est un groupement du territoire de Kabare. C'est le tout dernier groupement de la partie nord de ce territoire et il se situe à la limite avec le territoire de Kalehe. Deux groupes armés font la loi dans ce groupement qui se trouve entre le Lac Kivu et le parc National de Kahizi Biega. Il s'agit du groupe de CISAYURA et celui du Colonel autoproclamé CHANCE qui est basé dans la localité de Kabushwa alors que le premier est basé dans la localité de Mabingu, le long du PNKB. Ces groupes armés vivent au dos des paisibles citoyens. Ils récoltent les champs des civiles, pillent et enlèvent les populations dans le but de recevoir des rançons. Au cours de la deuxième moitié de l'année 2019, le général autoproclamé a tué le chef milicien Cisayura au cours des affrontements qui les avaient opposés. De temps en temps, ils livrent des batailles avec les FARDC qui n'ont jamais arrivé à bout de ces groupes armés. Ces deux groupes se sont affrontés encore le lundi 27/04/2020 et à la base des combats un conflit de leadership.

Les combats ont fait trois morts dans le camp du Colonel Chance et un blessé grave qui a été admis dans un Centre de Santé de la place avant d'être transféré à l'hôpital Général de Référence de Katana Fomulac. Les populations fuyant les tracasseries de vols, viols et tortures de ces groupes armés se réfugient dans la cite de Katana alors que d'autres vont dans des familles d'accueil se trouvant dans des localités voisines.

Ces déplacés internes vivent dans des conditions déplorables. Rappelons que Katana se situe à 40 kilomètres au Nord de la Ville de Bukavu qui a déjà connu des Cas confirmés des Covid-19. Dans le territoire voisin de Kalehe, les affrontements sont régulièrement signalés d'une part, entre groupes armés eux-mêmes et d'autres part, entre groupe armé et FARDC. Dans la nuit du mardi à ce mercredi 29 avril 2020, non loin du parc National de Kahuzi Biega, des affrontements entre miliciens de deux groupes armés opposés ont fait 4 morts et 3 blessés.



No future without UNITY AND RECONCILIATION Pas de futur sans l'Unité et la Réconciliation

D'après le président de la société civile de Minova dans le groupement de Buzi en territoire de Kalehe qui nous a livré cette information mercredi 29 avril 2020, il s'agit d'une controverse sur la gestion de l'argent récolté dans des taxes illégales imposées par ces deux groupes armés à la population de Kalehe, qui serait à la base du conflit. Plus de quinze maisons ont été incendiées et d'autres détruites par les combattants laissant ainsi, 80 familles sans abris. Les blessés quant à eux, suivent des soins dans une formation médicale de la place. De Kabare jusqu'à Kalehe le long du Parc National de Kahuzi Biega, les populations font face aux problèmes similaires dont les groupes armés sont à la base, tels que : déplacements massifs, non accès aux champs, incendie des maisons, mort d'hommes, vols, prélèvements et taxes illégaux et viols perpétrés par les combattants.

5. Territoire d'Uvira

Des groupes armés locaux et étrangers continuent à semer terreur et panique dans plusieurs localités d'Uvira, Fizi et Mwenga, dans la province du Sud-Kivu. Il s'agit de groupes Twigwaneho et Mai-Mai à Mikenge, dans les hauts plateaux ainsi que des groupes armés locaux coalisés aux forces négatives étrangères dans la chefferie de Bafuliuru.

A cette situation sécuritaire régulièrement tendue, sont venus s'ajouter la pandémie du Coronavirus depuis le mois de mars passé avant que la Ville d'Uvira ne soit ravagée par les inondations du 18 avril 2020 qui ont fait plus de 40 morts et d'importantes pertes matérielles.

Entre les marteaux et l'enclume, les populations d'Uvira sont dans une situation critique tant sur le plan humanitaire que sécuritaire et nécessitent assistance. Ciblée par ces inondations, les populations ne songent même plus à la pandémie du Covid-19, pourtant une priorité mondiale.

De l'appel au « cessez-le-feu mondial » lancé par les Nations Unies

Depuis le début du mois de janvier passé, le monde entier fait face à une crise sanitaire mondiale. Tous les continents de la planète sont dans les collimateurs du coronavirus. Au regard de cette urgence mondiale, les Nations Unies ont, lancé l'appel au « cessez-le-feu mondial » en date le 23 mars par le truchement du Secrétaire général de l'ONU visant à faire taire toutes les armes pour mieux lutter contre la pandémie du COVID-19. Cet appel s'adresse à tous les belligérants du monde entier indistinctement.

Au regard des éléments ci-haut, il relève que cet appel au cessez-le-feu ne rencontre, ni la volonté des groupes armés de la RDC, moins encore celui du Gouvernement de la République Démocratique du Congo. Cette inobservance du cessez-le feu est à la base d'une souffrance indescriptible des congolais vivant dans ces régions aux conflits armés. Il est impossible pour les déplacés internes qui vivent dans une grande promiscuité tant dans les familles d'accueil que dans les Ecoles et Eglises puissent être à mesure d'observer les gestes barrières.

En conclusion, dans toutes ces zones concernées, cet activisme des groupes armés ajouté aux conséquences de la pandémie du coronavirus, donne de la peine aux populations des zones concernées. De même, les conditions humanitaires qui ne leur permettent pas de se conformer aux gestes barrières de lutte contre le covid-19.

Contacts

Tél: +243 994 18 3663

info@aficareconciled.com, ardc1@gmail.com

www.aficareconciled.com



No future without UNITY AND RECONCILIATION **Pas de futur sans l'Unité et la Réconciliation**

Les activités des combattants placent les populations victimes dans une situation qui les expose à la pandémie du coronavirus car ceux qui trouvent refuge dans des Ecoles, Eglises et familles d'accueil ne savent pas observer les gestes des mesures barrières recommandées alors que les provinces du Nord, Sud-Kivu et de l'Ituri sont touchées par le Virus.

Recommandations

Africa Reconciled recommande :

- Que les groupes armés s'abstiennent de provoquer des attaques tant entre eux que contre les FARDC car les conséquences des combats ne permettent pas un climat favorable pour la lutte contre la pandémie du covid-19 ;
- Que le commandement national des FARDC demande aux militaires dans toutes les zones aux groupes armés de ne prendre des initiatives visant à attaquer les mouvements et groupes armés au préjudice des populations déjà en difficulté ;
- Que le pouvoir tant local que national élabore et mette en œuvre un programme d'accompagnement des redditions des combattants issus de groupes armés pour éviter leur retour dans la brousse.
- Pour les populations vivant déjà dans des camps de déplacés, que le gouvernement ainsi que les organisations humanitaires leur apportent assistance pendant ce moment dur en vue de les éviter le pire.
- Que la communauté internationale sanctionne les groupes armés et même certains responsables de l'armée qui n'ont pas respecté cet accord de cessez-le-feu à cette période de la pandémie de COVID-19

Sigles et Abréviations

ADF : l'Allied Democratic Forces

CMC : Collectif de Mouvements pour le Changement

FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo

FDLR : Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda

NDC –R : Nduma Defense of Congo- Rénové

NU : Nations Unies

PNKB : Parc National de Kahuzi Biega

RDC : République Démocratique du Congo

Cette note a été élaborée sur base des éléments récoltés sur le terrain par les représentants des Clubs

Africa Reconciled

Cellule de plaidoyer politique

Contacts

Tél: +243 994 18 3663

info@aficareconciled.com, ardc1@gmail.com

www.aficareconciled.com